

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 36

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

57^a Sessione plenaria
(Parigi, 1-3 dicembre 2009)

Raccomandazione n. 846 ⁽¹⁾

Sul sostegno dell'Unione Europea alle operazioni di mantenimento della pace
delle Nazioni Unite — replica al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 12 gennaio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) Reconnaissant le rôle joué par l'Union européenne, les Nations unies, l'OTAN et d'autres organisations régionales dans les régions touchées par des conflits;

(ii) Reconnaissant la complémentarité entre les organisations régionales et les

Nations unies, telle que définie par le chapitre VIII de la Charte de cette organisation, en ce qui concerne le rétablissement et le maintien de la paix dans les zones de conflit;

(iii) Soulignant l'importance des arrangements régionaux dans le traitement des questions de maintien de la paix;

(iv) Réaffirmant son engagement en faveur de la paix et de la stabilité au Darfour et dans la région avoisinante, ainsi que dans les Balkans occidentaux;

(v) Soutenant pleinement les activités des organisations internationales et régio-

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 2009, au cours de sa 3^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission de défense par Mme Ine Aasted-Madsen (Pays-Bas, Groupe fédéré) et M. René Rouquet (France, Groupe socialiste), Document 2049.

nales dans leur action pour promouvoir la stabilité et la sécurité, par exemple en Bosnie-Herzégovine ou au Darfour et dans les régions avoisinantes;

(vi) Notant avec intérêt les récents développements dans les négociations de paix entre le Tchad et le Soudan;

(vii) Mettant l'accent sur la contribution apportée par la communauté internationale pour protéger les civils dans les zones de conflit et pour trouver une solution durable aux crises humanitaires;

(viii) N'ignorant pas l'histoire mouvementée des Balkans occidentaux qui continue aujourd'hui d'affecter en profondeur l'attitude de leurs populations et de leurs gouvernements;

(ix) Insistant sur le rôle inestimable que la PESD a joué dans la région depuis 2003, en particulier en parvenant à y assurer la sécurité et la stabilité;

(x) Profondément préoccupée par la dégradation de la situation politique en Bosnie-Herzégovine, par le fait que les deux entités sont toujours incapables de parvenir à un accord sur un certain nombre de problèmes clés, cruciaux pour la survie du pays, et par les menaces de séparatisme proférées par les dirigeants politiques de la Republika Srpska;

(xi) Se félicitant des progrès en cours, si lents soient-ils, dus à la réalisation de réformes proposées par le Conseil de mise en oeuvre de la paix (PIC) en Bosnie-Herzégovine, mais préoccupée de l'immobilisme frappant des réformes importantes telles que celle de la police;

(xii) Notant que les réformes constitutionnelles mises en place par les Accords de paix de Dayton/Paris signés en 1995 ne sont plus pertinentes et qu'il reste urgent de réviser la Constitution de la Bosnie-Herzégovine afin de créer des structures étatiques viables et d'engager fermement le pays sur la voie de l'intégration européenne et euro-atlantique;

(xiii) Constatant avec préoccupation que malgré certaines avancées récentes, la

situation politique en Bosnie-Herzégovine demeure instable et que les différentes parties intéressées n'ont pas fait la preuve d'une maturité politique suffisante pour justifier la fermeture du Bureau du Haut représentant et le retrait d'EUFOR Althea;

(xiv) Saluant la remarquable efficacité dont a fait preuve EUFOR ALTHEA et se félicitant qu'elle soit considérée par la plupart des acteurs nationaux et multinationaux comme un protagoniste utile;

(xv) Reconnaisant le rôle joué par les autres organisations internationales telles que les Nations unies, l'OTAN et l'OSCE dans la mise en place de la démocratie en Bosnie-Herzégovine en zone post-conflit;

(xvi) Considérant que les gouvernements des Etats membres doivent se mettre davantage en liaison avec leurs parlements nationaux avant de prendre la décision de lancer une opération militaire de gestion de crise dans le cadre de l'UE ou de l'OTAN afin de mieux définir les objectifs des missions et les conditions de déploiement (règles d'engagement), compte tenu de la diversité des priorités et intérêts nationaux en cause,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, A

1. Continuer d'étudier avec les Nations unies les formes les plus adaptées de coopération et de collaboration aux missions de maintien de la paix dans le cadre de la Charte des Nations unies;

2. Poursuivre les efforts au niveau national et à celui de l'UE et de l'OTAN, en vue de développer et renforcer les capacités d'intervention et de soutien des forces européennes en mettant l'accent sur la déployabilité, la mobilité, la logistique, les systèmes d'armes, l'interopérabilité et la multinationalité, notamment dans le cadre des arrangements dits de « Berlin Plus »;

3. Veiller, dans la mesure du possible, à ce que les parlements nationaux soient désormais consultés avant toute décision sur le lancement d'une mission militaire de gestion des crises et tenus régulièrement informés de la suite donnée;

4. Soutenir activement les efforts de la mission MINURCAT II de l'ONU ainsi que les actions des organisations humanitaires internationales au Darfour et dans les régions avoisinantes;

5. Suivre l'évolution de la situation des réfugiés dans la région du Darfour et contribuer à l'établissement d'une infrastructure d'approvisionnement et de communication qui encouragerait les réfugiés à retourner dans leurs villages d'origine;

6. Encourager le commandement de l'opération MINURCAT II à tirer les enseignements de la mission EUFOR et à suivre les pratiques de celle-ci concernant la communication avec les villages et les camps de réfugiés et le maintien d'une présence visible et rassurante;

7. Poursuivre leurs activités particulièrement utiles en Bosnie-Herzégovine par le biais du Représentant spécial de l'UE/OHR et de l'opération EUFOR Althea, jusqu'à ce que les dirigeants politiques du pays adoptent les objectifs et respectent les conditions fixés par le Conseil de mise en

œuvre de la paix (PIC) et que la situation politique du pays soit jugée suffisamment stable pour permettre les changements constitutionnels nécessaires et le transfert ultérieur des pouvoirs de l'OHR au Représentant spécial de l'UE ainsi que la reconfiguration d'EUFOR Althea;

8. Intensifier leurs efforts en vue d'instaurer des liens plus étroits entre la Republika Srpska, la Fédération de Bosnie-Herzégovine et le gouvernement central afin d'apporter au pays davantage de stabilité et de sécurité et d'apaiser les craintes à l'égard d'une sécession de la Republika Srpska et des pressions exercées dans ce sens;

9. Réexaminer le principe de sélection de la nation cadre et le rôle de cette dernière à la suite des grandes difficultés rencontrées lors de la phase de génération de forces;

10. Prendre les mesures nécessaires pour que l'Union européenne dispose d'une capacité de planification et de commandement des opérations réellement permanente et réactive;

11. Tenir l'Assemblée informée sur l'état des missions où des forces nationales des Etats de l'UEO sont déployées dans le cadre d'opérations militaires de gestion des crises conduites par l'Union européenne ou par l'OTAN.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 846 ⁽¹⁾

sul sostegno dell'Unione Europea alle operazioni di mantenimento della pace delle Nazioni Unite – replica al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) riconosciuto il ruolo svolto dall'UE, dalle Nazioni Unite e dalla NATO e da altre organizzazioni regionali nelle zone colpite da conflitti;

(ii) riconosciuta la complementarietà delle organizzazioni regionali rispetto all'ONU, come sancito nel Capitolo VIII della Carta delle Nazioni Unite, in merito alle operazioni di pacificazione e di mantenimento della pace in zone di conflitto;

(iii) sottolineata l'importanza degli accordi regionali per affrontare le questioni relative al mantenimento della pace;

(iv) ribadito il proprio impegno nei confronti della pace e della stabilità nella regione del Darfur e nelle aree limitrofe, nonché nei Balcani occidentali;

(v) dato il proprio pieno appoggio alle organizzazioni internazionali e regionali, nel lavoro che esse svolgono per conferire stabilità e sicurezza, per esempio in Bosnia Erzegovina o in Darfur e nelle regioni limitrofe;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 2 dicembre 2009, nella terza seduta.

⁽²⁾ Motivazione: si veda la relazione presentata a nome della Commissione Difesa dall'on. Ine Aasted-Madsen (Paesi Bassi, Gruppo Federato), Relatore, Documento 2049.

(vi) rilevati con interesse i recenti sviluppi nei negoziati di pace tra il Ciad e il Sudan;

(vii) sottolineato l'importante contributo che la comunità internazionale sta fornendo alla protezione dei civili nelle aree di conflitto e alla ricerca di soluzioni durature alle crisi umanitarie;

(viii) consapevole della storia turbolenta dei Balcani occidentali, la cui traccia indelebile è tuttora visibile negli atteggiamenti dei popoli e dei governi della regione;

(ix) sottolineato l'inestimabile lavoro svolto dalla PESD in questa regione dal 2003, in particolare nel raggiungimento di sicurezza e stabilità;

(x) profondamente preoccupata per il deterioramento della situazione politica in Bosnia-Erzegovina, per il fatto che le due entità non siano ancora in grado di raggiungere un accordo su una serie di questioni chiave che sono cruciali per la sopravvivenza del paese e per quel che riguarda le minacce di secessione che provengono dai leader politici della Repubblica Serba di Bosnia-Erzegovina (Repubblica Srpska);

(xi) accolti con favore i progressi, pur lenti, compiuti attraverso l'attuazione di riforme proposte dal Consiglio per l'attuazione della pace (PIC) in Bosnia-Erzegovina

vina, ma preoccupata del fatto che ancora non vi sia alcuna iniziativa su importanti riforme come quelle del settore della polizia;

(xii) rilevato che le riforme costituzionali stabilite attraverso gli Accordi di Pace di Dayton e di Parigi del 1995 non sono più adatte, e che sussiste ancora l'urgenza di rivedere la costituzione della Bosnia-Erzegovina al fine di creare delle strutture statali valide e di indirizzare il paese verso l'integrazione europea ed euro-atlantica;

(xiii) preoccupata del fatto che, nonostante recenti fattori di progresso, la situazione politica in Bosnia-Erzegovina rimane instabile, e che le varie parti coinvolte non hanno dimostrato sufficiente maturità politica per garantire la chiusura dell'OHR (l'Ufficio dell'Alto Rappresentante) e il ritiro di EUFOR Althea;

(xiv) accolto con favore il fatto che l'EUFOR Althea abbia dimostrato grande efficacia e sia un elemento positivo per la maggior parte degli attori nazionali e multinazionali;

(xv) riconosciuto il ruolo che altre organizzazioni internazionali come l'ONU, la NATO e l'OSCE hanno svolto nel promuovere la democrazia in Bosnia-Erzegovina nella zona post-bellica;

(xvi) ritenuto che i governi degli stati membri devono coordinarsi maggiormente con i propri parlamenti nazionali prima di decidere di lanciare un'operazione militare di gestione di crisi in un quadro UE o NATO, al fine di definire meglio gli obiettivi della missione e le condizioni di spiegamento (regole di ingaggio), considerare i diversi interessi e priorità nazionali in questione,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. continuare a lavorare con le Nazioni Unite nel concordare gli strumenti

migliori per cooperare e collaborare nelle missioni di mantenimento della pace nel quadro della Carta delle Nazioni Unite;

2. perseguire l'obiettivo, a livello nazionale, dell'UE e della NATO, di sviluppare e potenziare l'intervento delle forze europee e sostenere le capacità, soprattutto per quel che attiene alla schierabilità, alla mobilità, alla logistica, ai sistemi d'arma, all'interoperabilità e alla multinazionalità, e in particolare nel quadro degli accordi « Berlin Plus »;

3. garantire che, d'ora in avanti, per quanto sia possibile, i parlamenti nazionali vengano consultati, prima di qualsiasi decisione relativa al lancio di un'operazione militare di gestione di crisi e che vengano costantemente aggiornati sul relativo andamento;

4. sostenere attivamente l'azione della missione MINURCAT II delle Nazioni Unite e delle organizzazioni umanitarie internazionali in Darfur e nelle regioni limitrofe;

5. controllare gli sviluppi della situazione dei rifugiati in Darfur e contribuire ad istituire strutture per gli approvvigionamenti e le comunicazioni, che esortino i rifugiati a tornare nei loro villaggi;

6. incoraggiare il comando della MINURCAT II ad imparare dalle lezioni dell'EUFOR e a seguire le stesse pratiche in merito alla comunicazione con i villaggi e gli accampamenti dei rifugiati e alla garanzia di una presenza visibile e rassicurante sul territorio;

7. continuare l'instimabile lavoro svolto dall'OHR/EUSR (Rappresentante Speciale dell'UE) e dall'operazione EUFOR Althea in Bosnia-Erzegovina, sino a quando i leader politici del paese non abbiano adottato gli obiettivi e ottemperato alle condizioni proposte dal Consiglio per l'attuazione della pace (PIC), e sino a quando la situazione politica nel paese non sia ritenuta abbastanza stabile da dare luogo ad un necessario cambiamento costituzionale, al quale faccia seguito, in una fase successiva, la transizione del-

l'OHR in un EUSR e la riconfigurazione di EUFOR Althea in un'operazione non esecutiva che si occupi prevalentemente di formazione e sviluppo di capacità, in cooperazione con la NATO;

8. intensificare l'impegno a stabilire legami più forti tra la Repubblica Serba di Bosnia-Erzegovina, la Federazione di Bosnia-Erzegovina e il governo centrale, in modo da conferire maggiore stabilità e sicurezza al paese e a ridurre la paura e la pressione per la secessione della Repubblica Serba di Bosnia-Erzegovina;

9. rivedere i principi di selezione della nazione quadro e il suo ruolo, in virtù delle grandi difficoltà incontrate durante la fase di generazione della forza;

10. adottare misure necessarie per garantire che l'UE acquisisca una capacità di comando e pianificazione operativa autentica e permanente;

11. tenere aggiornata l'Assemblea circa lo stato delle missioni UE e NATO di gestione delle crisi che comportino lo spiegamento delle forze nazionali degli stati membri dell'UE.